Numéro 81
Jeudi
7 février 1980
Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Les objecteurs et la Défense nationale : l'opinion de Jean-Jacques de Felice • Dans le prêt à porter : l'angoisse des travailleurs clandestins • Papon, les économies budgétaires et le secteur privé • Plogoff : la France soutient le combat • Bolchoï : niet • Parcours fédéral en Corrèze avec Jacques Calmont • Les Cévenols tiennent à leurs «cailloux»

Après le sommet Franco-Allemand

La ligne sinueuse de M. d'Estaing

Les Américains ont applaudi aux conclusions du 35e sommet franco-allemand. Comme toute la droite française. Ici et là, en effet, on est rassuré : Giscard s'est réaligné sur la ligne verte de l'atlantisme. «C'est Giscarter» écrit le *Canard Enchaîné*. Et cela réjouit les commentateurs de la presse d'Hersant qui ont en même temps un autre sujet de satisfaction : le rappel de l'ambassadeur de France en Lybie. «Enfin la France rompt avec Khadafi» titre *l'Aurore*».

Certains avaient donc eu peur que Valéry Giscard d'Estaing fasse ce qu'il disait, et prenne un peu de distance avec les «faucons» de Washington et d'ailleurs, pour préserver quelques chances de reprise du dialogue avec l'U.r.s.s, en vue de revenir un jour à la détente. Il n'en sera donc rien. Aussi *l'Aurore* et le *Figaro* emploient la même expression - coincidence ? - pour célébrer l'événement : «coup de semonce à Moscou».

Un double langage

Ainsi la «troisième voie» dont parlait il y a quelques jours encore le président des Français, était une voie de garage. Et il s'est bien vite remis sur les bons rails. L'évocation au passage, dans le communiqué commun, du «rôle particulier» de l'Europe, n'est qu'une fleur de style offerte à la faucille de la réalité. La réalité est que l'Europe, selon Giscard, n'a - et ne peut avoir - ni la volonté, ni le courage, ni la force, d'être européenne.

Le double langage présidentiel ne peut cacher cette vérité là. Bien qu'il soit assidument pratiqué. Mardi soir encore, dès que le chancelier Schmidt a eu tourné les talons, M. d'Estaing n'a rien eu de plus pressé que de s'adresser à son peuple. Pour lui dire, par télévision interposée, comment il fallait lire le communiqué qu'il venait de signer. Et nous ne sommes pas les seuls à avoir remarqué qu'il le lisait un peu autrement qu'il avait été écrit. Ce qui a inspiré au *Quotidien de Paris* ce titre : «Zig-zag Giscard».

Pour les Jeux, ce serait plutôt un slalom. Après avoir juré : «on ira», on a commencé à dire «peut-être». Pour finir, le président et le chancelier se seraient mis - discrètement - d'accord sur une position commune : ne pas y aller en prenant prétexte que de trop nombreuses absences retireraient au rendez-vous de Moscou, sa dimension olympique ! De Gaulle disait souvent : «le pouvoir ne recule pas». Mais c'était De Gaulle. Et c'était naguère.

Georges Fillioud

épinglé

« On a arrêté à Kaboul des « terroristes chinois » qui ont incendié une soixantaine de magasins ».

Les Izvestia - lundi 4 février.

Guatemala, San Salvador, Costa Rica, Panama

Dictatures fissurées aux Caraïbes

«Je ferai du Guatemala le bastion de l'anti-communisme, quitte à le transformer en cimetière» (général Osorio, président du Guatemala de 1970 à 1974).

Cette devise a été reprise par ceux qui lui ont succédé : selon Amnesty International, la répression anti-progressiste a fait plus de 2.000 morts au cours des dix huit derniers mois. La police, l'armée, mais surtout des groupes paramilitaires d'extrême-droite sont les auteurs de ces liquidations physiques. Ces groupes ne sont jamais inquiétés.

Le carnage par lequel s'est terminée l'occupation pacifique de l'ambassade d'Espagne n'est donc malheureusement qu'un épisode tragique de plus de cette répression. Et si le monde entier en a eu connaissance, c'est surtout parce que l'ambassadeur d'Espagne lui-même a bien failli se trouver parmi les victimes.

Au San Salvador voisin, la situation politique est également tendue. En effet, des forces démocratiques progressistes (dont le Mouvement national révolutionnaire membre de l'I.s) ont quitté la junte «civico-militaire» qui avait renversé en octobre dernier le général Romero, dictateur de service mis en place à la faveur «d'élections» honteusement truquées par la techno-structure militaire dure.

L'ambassade d'Espagne dans la capitale salvadorienne, a été, elle aussi, occupée depuis mardi par des militants d'une ligue populaire qui réclament, selon le correspondant de l'agence Reuter admis pendant deux heures à pénétrer dans l'ambassade, «la visite au San Salvador d'une commission d'enquête de l'Organisation des Etats Américains pour voir ce qui s'y passe».

Le mois dernier, des membres de la même ligue avaient obtenu, après l'occupation de l'ambassade de Panama, la libération de sept de leurs camarades emprisonnés.

Au Costa Rica, les grèves nationales succèdent aux grèves nationales et Carazo, le président-bananier appuyé par la «Standard Fruit», s'émeut «des menaces qui pèsent sur l'économie du pays». L'armée et la police, là aussi, sont chargées de défendre les «vraies valeurs».

Au Panama voisin, le mécontentement social est également très vif et les paysans, les cheminots, les dockers, les enseignants et les étudiants constituent une espèce de «front du refus» au pouvoir en place.

L'exemple du Nicaragua

Menaces de guerre civile, agitation, troubles, mouvements sociaux, grèves, tensions, les pays d'Amérique centrale «bougent» tous. Sauf un, le Nicaragua. Depuis que les sandinistes ont chassé l'immonde Somoza du pouvoir, le pays est calme. On peut tirer de cet état de fait une leçon.

D'un côté, les forces progressistes des cinq autres pays d'Amérique centrale ont

(Suite page 2)

Fondation Jean Jaurès

POSITION

Sortir les travailleurs immigrés de la clandestinité

La confection mise a nu

30.000, peut être 40.000 travailleurs étrangers traqués, sans papiers, non déclarés, exploités, vivant et travaillant dans des conditions inimaginables. Où ? Dans un quelconque pays « sous-développé » ? Non, à Paris, au cœur même de la capitale du pays des Droits de l'Homme.

Nous, travailleurs étrangers de la confection, nous ne pouvons plus accepter ces conditions de survie. Certains d'entre nous avons pris les plus grands risques et notre situation sera présentée à la TV le vendredi 8 février sur *FR 3* à 20 h 30 dans l'émission « Le Nouveau Vendredi ».

Pourquoi courir de tels risques ? Nous sommes des travailleurs sans carte de séjour ni de travail directement visés par les dispositions de la récente « Loi Bonnet ».

En 1970, les patrons français de la confection, ayant su qu'en Turquie se trouvait un bon potentiel de travailleurs dans ce secteur, y sont allés visiter les ateliers et recruter les meilleurs travailleurs pour les amener en France en leur promettant un contrat de travail.

Mal logés, mal nourris

L'immigration dans cette branche fut importante. Naturellement les travailleurs qui arrivaient sans aucun contrat n'ont pu obtenir ni carte de séjour ni carte de travail de la part d'employeurs eux-mêmes en situation irrégulière. Ils ont accepté de travailler dans des conditions intolérables : 12 à 15 heures par jour, dans des caves, des garages insalubres, avec des salaires ridicules.

Pour se loger, des chambres de bonnes souvent sans eau, sans électricité ni toilettes. Certains même vivent dans les ateliers et couchent sur les machines. Une mauvaise alimentation s'ajoutant à ces conditions de vie rend fréquente, selon l'avis même des médecins, la tuberculose ; quel droit à la santé pour des travailleurs dont les employeurs ne cotisent pas à la sécurité sociale ?

Les travailleurs sans papiers n'osent



Photo Pavlovsky-Sygma

sortir de « chez eux », par peur des contrôles policiers, que pour aller à l'atelier. Certains se teignent les cheveux en blond, d'autres ont toujours un journal français à la main, d'autres encore un appareil photo autour du cou pour avoir l'air de touristes.

Les patrons imposent un rythme de travail aberrant créant artificiellement des saisons mortes : la production de 12 mois est concentrée en 6 mois, à raison de 12 à 15 heures par jour. Aucun atelier ne ferme le samedi ni le dimanche ni les jours fériés.

A l'issue de cette période de travail intensi, les ateliers sont fermés, les travailleurs attendent sans indemnité ni chômage qu'on fasse à nouveau appel à eux.

Pourquoi alors dans ces conditions rester en France ? En Turquie les attendent le chômage, la vie chère et la terreur fasciste avec ses assassinats. Des bombes dans la rue, les cafés, sur les lieux de travail créent un climat de peur pour intimider.

En venant en France, ces travailleurs n'envisageaient que de gagner suffisamment leur vie pour pouvoir rentrer au plut tôt. Mais 4, 5, 10 ans après ils sont toujours là. L'espoir du retour n'est qu'une illusion. La solitude les conduit à faire venir leur famille qui s'entasse, dort, vit et travaille dans les ateliers. Les enfants des « sans papiers » ne peuvent être scolarisés.

La fin de la surexploitation de ces travailleurs passe par leur régularisation : la précarité de leur situation administrative ne profite qu'à leurs employeurs : une robe vendue 400 F dans le commerce a coûté 35 F au patron.

A qui profite.... ?

Dans ce secteur de la confection, les besoins en ouvriers qualifiés augmentent de plus en plus. Il y a un réel manque de main d'œuvre qualifiée. Ce travail des « sans papiers », non déclaré, sous payé mais qualifié ne profite-t-il pas à l'économie française ?

Un travailleur qui effectue 12 à 15 heures de travail par jour non déclaré, qui ne peut se déplacer que de son atelier à son logement constitue-t-il « un danger pour l'ordre public » ? En quoi lèse-t-il « l'intérêt national » ? Pourquoi serait-il « indésirable » ? Pourquoi l'appelle-t-on « un clandestin » ?

Plutôt que de laisser les « sans papiers » dans l'angoisse et l'exploitation, ne conviendrait-il pas mieux de les régulariser et, par la, obliger leurs employeurs à les déclarer et donc à se mettre, eux, employeurs clandestins, en situation régulière : vis-à-vis de la législation française, du code de travail, de la Sécurité sociale, de l'administation fiscale...

Pour ces employeurs aussi il existe des lois. Pourquoi utiliser l'appareil répressif et judicaire uniquement contre les victimes et jamais contre les profiteurs de cette situation ? Ce que nous voulons ce sont nos cartes de séjour et de travail qui feront de nous des travailleurs comme les autres.

Un groupe de travailleurs immigrés «sans papiers»

Caraïbes

(suite de la première page)

accru leurs activités, stimulées par l'exemple nicaraguayen : la lutte contre les dictatures peut être victorieuse, à brève échéance.

De l'autre, les pouvoirs en place, qui se reconnaissent certainement comme plus proches de Somoza que des citoyens de leurs pays respectifs, accroissent la répression, paniqués par la perspective que la libération du Nicaragua puisse faire tache d'huile.

Enfin après Téhéran (pour les Etats-Unis) et Tripoli (pour la France), les ambassades semblent être devenues des lieux priviligiés d'opérations «dures». Les chancelleries ont peut-être remplacé dans l'action directe la place qu'occupaient, il y a quelques années, les détournements d'avion.

Economies budgétaires

Les intérêts privés n'y perdront pas

L'idéologie du désengagement économique de l'Etat va bon train. Parallèlement aux tentatives de « dénationalisation silencieuse » du secteur bancaire, - déjà narré dans ces colonnes -, Giscard-Barre sont en train d'emboiter le pas à Chirac pour réaliser des coupes sombres dans les dépenses budgetaires.

Chacun se souvient de cette bataille stérile autour des deux milliards d'économie lors des votes successifs du budget 1980. Et comment chacun, majorité parlementaire et gouvernement, se cachait derrière son petit doigt : « Ce n'est pas à nous de gratter sur les crédits, c'est à l'autre ».

Ce jeu s'est poursuivi ces dernières semaines, le R.p.r ayant décliné l'invitation de Barre de participer à l'élaboration du budget. « Pas besoin de se salir les mains, autant rester extérieur pour critiquer » ont dû penser les amis de Chirac.

Qu'importe, Barre et Papon, apparemment décidés à donner des gages au R.p.r, ou partageant tout simplement son anti-étatisme primaire, feront le boulot tout seuls. Comment ? En obligeant toutes les administrations à réduire leurs dépenses. Les projets de diminution de crédit doivent être sur le bureau de Papon le 15 février, on fera le tri après.

En l'occurrence, il ne s'agit plus seulement de supprimer d'éventuels gaspillages, mais aussi de s'en prendre au noyau dur de l'action bugétaire : « Laissons la place au secteur privé », tel est le mot d'ordre qui gouverne les finances publiques. Au secteur privé et donc aux intérêts privés.

Parcours fédéral

LA CORRÈZE

avec Jacques Calmont (1)

Avec ses 250.000 habitants, la Corrèze est un pays en voie de désertification. En sept ans, 6.000 emplois agricoles ont disparu. 20 % de la population a plus de 65 ans et seulement 26 %, moins de 20 ans. C'est dans ce cadre démographique que vivent et se battent les 900 socialistes qui forment la Fédération de la Corrèze. A sa tête, depuis avril 1979, Jacques Calmont (37 ans), professeur au lycée agricole de Neuvic.

— Quelle est l'implantation du Parti dans ce département ?

« La Corrèze est une vieille terre socialiste. Jusque dans les années 50 les trois députés du département étaient socialistes. Actuellement nous n'avons plus qu'un sénateur, Marcel Champeix, président du Groupe socialiste au Sénat, et quatre conseillers généraux. L'électorat socialiste a été laminé, à partir de 1968 avec la venue de Chirac.

Nous représentons 18 % des suffrages. Mais comme nous n'avons pas de notables, maintenant nous pouvons repartir, à zéro. Ici, le syndicalisme enseignant est très développé et il a constitué le réseau de départ du nouveau Parti socialiste. Nous avons aussi beaucoup d'agriculteurs qui sont très touchés par la politique agricole gouvernementale : le lait, les ovins, les bovins, rien ne va plus. Naguère, Chirac leur a distribué à la veille des élections des indemnités « sécheresse ». Maintenant qu'il n'est plus ministre il distribue des médailles.

« Chirac est l'homme fort de ce département qui est devenu un pays d'assistés. En particulier la Haute-Corrèze, avec sa vingtaine de maisons de vieux et ses C.r.s. Sur trois circonscriptions il y a deux députés R.p.r et un communiste, à Brive. Mais maintenant que Jean Charbonnel, le maire de Brive a rallié le R.p.r, on peut dire que tout le département est devenu chiraquien. Même si la gauche et la droite sont à égalité, au Conseil général.

« Le P.c est bien implanté et recueille 30 % des suffrages, il dirige la mairie de Tulle. Tulle est d'ailleurs, avec la manufacture d'armes, le seul pôle industriel important de la Corrèze. Bort les Orgues est une ville sinistrée : elle a perdu la moitié de ses tanneurs. Cinq cents femmes qui travaillaient chez Bidermann, ont mené l'année dernière une grève de six semaines. Pour rien. Deux lignes S.n.c.f qui passaient par Bort vont être supprimées. Les gens sont maintenant sans réaction.

« L'industrie du papier, en basse Corrèze, bat de l'aile et nous n'avons même pas une importante industrie agro-alimentaire. Nous sommes un pays colonisé, nous produisons de la viande, de l'électricité, du bois que nous exportons. Nous ne fabriquons pratiquement plus rien. Bientôt la Corrèze sera une réserve d'Indiens ».

— Dans ce contexte particulièrement difficile quels sont les axes de travail de la Fédération ?

« Je suis l'auteur de l'idée des péréquations qui a été reprise par le secrétariat de la Fédération, puis adopté à Metz. Nous en attendons beaucoup. Nous ne pouvons plus fonctionner comme un club de rugby amateur face au mur chiraquien et à la douzaine de permanents du P.c.

« Les média sont tenus par la droite ou le P.c. Aussi, j'essaie de créer un support logistique, notre journal l'Espoir, jusque là mensuel - et confidentiel - devrait devenir bihebdomadaire et même hebdomadaire dans le courant de l'année. Nous voudrions passer de 250 à 7 000 ou 8 000 exemplaires. Il nous faut ce support pour faire passer notre politique. Depuis le congrès de Metz, nous nous consacrons beaucoup plus à l'organisation qu'à la politique. C'est indispensable (2).

(1) Premier secrétaire fédéral

(2) Samedi, Jacques Delors député européen, originaire de Lonzac, rencontrera ses camarades corréziens.

VIENT DE PARAITRE

Le secrétariat national à la Formation vient de publier une plaquette intitulée : « 1980 - Le libéralisme sauvage ». Cette brochure a pour objectif de faire mieux comprendre les mécanismes qui conduisent à la politique économique actuelle et mieux connaître ses effets.

La première partie montre le lien entre la nature fondamentale du capitalisme moderne et la politique économique menée en France par le pouvoir giscardien depuis quelques années. La seconde constitue une sorte de bilan de la politique giscardienne dans les principaux domaines économiques, avec graphiques et statistiques à l'appui.

Indispensable ! En vente : 6 F.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Plogoff : des lettres de la France entière

Scènes de la vie quotidienne à Plogoff, Finistère : chaque matin, à l'aube, les cinq camionnettes baptisées «Mairies annexes» par le préfet entrent dans le village pour proposer aux habitants les documents de «l'enquête d'utilité publique» sur l'implantation de la centrale nucléaire.

Mais pas une seule personne jusqu'ici, n'a répondu à l'invitation et les mairies annexes restent désespérement vides sous la protection des 500 gendarmes mobiles en armes mobilisés par le pouvoir.

Alors chaque soir, on remballe armes et matériel, et le cortège quitte Plogoff, salué par les huées et divers projectiles (cailloux, sacs de peinture, etc...) lancés par les populations. Routine ? Non : mobilisation.

«Les gens ici, sont de plus en plus déterminés, et de plus en plus nombreux à manifester chaque jour» nous a dit Jean Marie Kerloc'h, le maire socialiste de Plogoff, «et le mouvement que nous avons déclenché dépasse maintenant les limites du village ou du département : la presse nationale a compris l'importance de ce qui se passait ici, et nous recevons chaque jour des lettres de soutien de la France entière».

PARTIELLE A ORANGE

A la suite de la démission, pour raisons de santé (sic), du maire communiste d'Orange, Louis Giorgi, socialistes et communistes se sont entendus pour présenter un candidat unique en la personne de Raymond Filz, militant C.f.d.t et membre de l'association Tourisme et Travail.

DEFENSE DES CONSOMMATEURS

Claude Fuzier, sénateur, a posé au ministre de l'Economie une série de questions concernant la consommation.

Il lui a notamment demandé s'il ne lui paraissait pas utile que les consommateurs et leurs organisateurs aient chaque année à leur disposition un rapport établi par la Direction générale de la Concurrence et de la consommation.

Il a estimé en outre qu'il serait nécessaire, afin de compenser l'influence de la publicité télévisée sur le choix des consommateurs que les produits qui font l'objet d'annonces comportent automatiquement un étiquetage informatif.

Sur un plan plus précis, il souhaite que tous les acquéreurs d'appareils domestiques puissent bénéficier d'une garantie totale et automatique pendant les deux premières années de vie de l'appareil

Télé-P.S.

CES PHENOMENES, QUI CONSTITUENT LA CRISE, SONT PRECISEMENT LE RESULTAT DES REACTIONS DE LA CLASSE CAPITALISTE A LA BAISSE DES TAUX DE PROFIT.

Après la marche des Op 20

Objecteurs ou otages ?

Dans la seconde quinzaine de janvier, vingt cinq objecteurs de conscience ont effectué une marche de Paris à la frontière belge, en protestation contre l'emprisonnement de douze objecteurs, membres, comme eux, de l'Op 20. Au cours de leur marche, ils ont été largement accueillis par des élus locaux, parmi lesquels de nombreux Conseils municipaux socialistes.

A la frontière belge, ils étaient attendus par les forces de l'ordre qui arrêtaient trois d'entre eux et laissaient les autres passer en Belgique, d'où ils devaient ensuite partir pour la Hollande.

Jean-Jacques de Felice, avocat dont la réputation en matière de défense d'objecteurs n'est plus à faire, nous a livré ses réactions qui, on le verra, ne corroborent pas nécessairement avec celles du P.s. *Riposte* a demandé à Charles Hernu de commenter ses propos.

«La défense concerne toute la population»

nous déclare Jean-Jacques de Felice

J.J.F. : Ces objecteurs arrêtés sont des otages. Et l'injustice est encore plus criarde. Si on en restait au problème militaire, comme dans les années 60/70, on pourrait résoudre le problème de l'objection. Mais plus personne ne sait à quoi correspond la notion de défense en France. Ce problème n'est d'ailleurs pas seulement français, mais ici, il est occulté par des mythes.

Dans une société de plus en plus structurée, la primauté de la conscience est de plus en plus essentielle. Aussi ne faut-il voir dans l'armée que le symbole de la société. On impose à des jeunes hommes de 20 ans le problème de la défense alors qu'il concerne toute la population, les plus âgés et les femmes notamment. L'injustice est encore plus retentissante quand on sait que 30 % des jeunes Français ne subissent pas la conscription.

— Pourquoi les autorités semblent-elles s'acharner sur les Op 20 ?

J.J.F. : Parce que ceux-ci vont à l'encontre de ce que celles-là souhaitent. L'Etat ne peut être gêné par une objection individualiste. C'est pour cela qu'il cantonne la motivation à des considérations morales ou religieuses. L'Op 20 est une démarche politique et collective. En ce sens elle est symbolique et saine. Il est choquant qu'on n'incarcère que quelques uns car on se venge sur eux d'un chaos très général.

— Seriez-vous favorable à une reconnaissance plus officialisée de l'objection de conscience ?

J.J.F. : A la limite, un pays moderne peut tolérer quelques milliers d'objecteurs. C'est ce que propose la gauche mais celle-ci est frappée de nombreux blocages affectifs, qui l'empêchent de prendre de la hauteur. La gauche est culpabilisée par la guerre d'Espagne et par Jaurès. Pour elle, l'armée du peuple est toujours l'armée républicaine.

Comme avocat, je suis réaliste. Mais je suis moi-même objecteur et militant à la Ligue des droits de l'homme. Le projet du P.s, comme celui du M.r.g, m'intéresse mais leurs améliorations me semblent à courte vue. Je suis beaucoup plus passionné par la démarche d'un Bollardière ou d'un Sanguinetti. Arriver à l'objection, après une longue et brillante carrière militaire, interroge.

Il faut réfléchir à tout cela.

Commentaires de Charles Hernu (1)

Il est bien évident que le Parti socialiste considère, lui, que la France socialiste, mais aussi la France elle-même, vaut la peine d'être défendue. Nous pensons que la défense nationale militaire fait partie d'un tout, car rien ne sert de défendre un pays sur le plan strictement militaire, si on ne défend pas aussi son économie, son énergie, ses industries.

La sécurité de notre pays, c'est la conquête supplémentaire d'un espace de liberté, une liberté de décision en matière politique et militaire. Nous avons donc une conception globalisée de la défense, y compris de la dissuasion nucléaire. La France doit constamment proposer une politique de désarmement, notre règle étant : tout le désarmement possible, sans sécurité moindre pour notre pays.

En ce qui concerne la non-violence, je considère qu'elle est une forme de défense car elle suppose bien des qualités et notre seul débat avec les non-violents, c'est que nous pensons que la non-violence est une forme **ultime** de la défense, alors qu'eux considèrent qu'elle en est une forme permanente.

Pour l'objection de conscience, je trouve Me de Félice bien sévère avec le Parti socialiste dont le Groupe, essentiellement Edwige Avice et moi-même, avons déposé une proposition de loi qui a été discutée avec l'ensemble des mouvements d'objection de conscience.

(1) Délégué national à la Défense.

Résumées

Cherbourg : les vedettes se suivent....

Dix vedettes commandées par la Lybie sont en construction sur les chantiers navals de Cherbourg. Deux ont déjà été mises à l'eau. Le gouvernement lybien s'est acquitté du tiers du contrat. Toutes les relations ne sont donc pas rompues...

Pau : la victoire de l'Espagnol

Parce que Gabriel Crespo, travailleur immigré espagnol, avait participé, à Pau, à plusieurs manifestations de rue, le préfet des Pyrénées Atlantique le jugeait «indésirable en France»...

Le tribunal administratif, sur avis du commissaire du gouvernement, a jugé que Crespo, en l'occurence, «n'avait fait qu'exercer ses droits de citoyen». Crespo restera donc. Jugement accueilli avec soulagement par les nombreux réfugiés basques espagnols du département.

Cévennes : retour aux «cailloux»

Suivant l'avis de la commission des Finances du Conseil régional de Languedoc-Roussillon, le Comité économique et social a voté mardi l'ouverture d'une ligne budgétaire pour la mise en exploitation de la faille de Ladrecht dans le bassin des Cévennes.

On prévoit que les Groupes socialiste et communiste, du Conseil régional, voteront cette mesure lors de la session du 11 février. Malgré l'opposition du préfet de Région Norbert Bonneau qui, s'alignant sur les déclarations récentes du ministre Giraud à propos de ces bassins d'où l'on extrait «que des cailloux» (cf. *Riposte* du 2/02), continue à contester la rentabilité du gisement cévenol.

Bolchoï : tournée en France ajournée

La tournée en France du choeur de la région militaire de Kiev avait déjà été annulée il y a une semaine «étant donné le contexte international». On apprenait mardi que la venue en France (du 26 mars au 15 avril) des cent cinquante artistes lyriques du Théâtre du Bolchoï de Moscou n'aurait pas lieu non plus. Cette fois, sans explication.

Bulle

Tous les deux s'appellent François.

Ils se rencontrent à la promenade, dans la cour de Fleury Mérogis, et le plus jeune dit : « Moi, ils m'ont photographié la main sur le sac. J'ai déjà fait six mois, je ne sais pas combien de temps ils vont me garder ici ».

L'autre François répond : « Moi justement, j'étais dans le S.a.c jusqu'au cou : je ne moisirai pas longtemps ici ».

Vous les avez reconnu ? Un abonnement gracieux à Riposte *pour toutes les bonnes réponses.*

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.